



Réunion du groupe Education à la citoyenneté mondiale

Le 21 mars 2017, de 10h à 13h

Cités Unies France - 9, rue Christiani, 75018 Paris

Compte-rendu

Mot d'introduction

Astrid Frey, Cités Unies France excuse l'absence de Charles Fournier, président du groupe thématique et vice-président à la Région Centre Val de Loire, retenu à Orléans par les grèves SNCF. Elle rappelle les grandes lignes de la feuille de route établie lors de la réunion précédente :

- plaidoyer envers les élus,
- travail avec l'éducation nationale,
- introduire l'Education à la citoyenneté mondiale (ECM) dans le curricula de plusieurs formations,
- implication dans le Festival des solidarités.

1. Argumentaires : comment convaincre les élus ?

Un tour de table s'engage sur la manière dont les collectivités tentent de convaincre leurs exécutifs respectifs de l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

- La **transversalité dans les politiques publiques** est citée à plusieurs reprises comme moyen de faire croître l'importance de l'ECM au sein de la collectivité. La ville de Fontenay-sous-Bois participe pour la première fois à ce groupe de travail ; dans quelques mois, la ville mettra en place un secrétariat général au développement durable, chapeauté par 6 élus qui permettra de mieux travailler en transversalité, de permettre à plus de services de « **se sentir concernés** ». C'est la stratégie de « **mettre de l'ECM un peu partout** », de **mettre en évidence** les actions développées dans chaque service et de **travailler ainsi sur le sens** de l'action publique.
- La **transition écologique** est également une problématique qui parle de plus en plus aux gens et par le biais de laquelle il est possible d'aborder le lien entre le global et le local. Le rôle de **l'Education nationale** à cet égard est également important !
- Lorsque l'AICT de la collectivité s'oriente vers des formes d'actions moins proches de la solidarité internationale, il devient plus difficile de faire le lien avec l'éducation à la citoyenneté mondiale. Pour parler ECM, il faut alors **parler de « sensibilisation »** des habitants et en particulier des jeunes, à l'international.
- Lorsque les élus sont moins versés en ECM, c'est aux services de les alimenter. Astrid Frey rappelle l'existence d'un **texte fondateur** du groupe, rédigé à l'occasion des Assises du développement et de la solidarité internationale.

- Les **citoyens comme moyens de pression sur les élus** : si les habitants se saisissent de ces questions, ils seront en mesure de faire pression sur les élus !

2. Quel dialogue avec les citoyens ?

La réflexion se poursuit à partir de l'expérience de la production locale d'énergie présentée par [Joakim Duval](#), *Energie partagée*, joakim.duval@energie-partagee.org

Energie partagée est à la fois une association et un fonds d'investissement (plateforme en ligne, une action = 100€). L'énergie comme vecteur d'éducation à la citoyenneté passe par les 4 principes développés par Energie partagée pour soutenir un projet :

- un ancrage local ; une gouvernance ouverte ; une exigence écologique et une démarche non spéculative (réinvestissement local des profits) voir le PDF en ligne, sur la page de la réunion. Energie partagée vient en soutien (méthodologique et financier) de projets généralement portés par des citoyens (ex : begawatt) ; l'implication des collectivités dans ses projets de production locale d'énergie fait partie de leurs axes de travail prioritaires.
- Une collectivité peut ainsi co-financer un projet (par exemple dans le cadre d'une SCIC, d'une SAS ou d'une SEM), mettre à disposition un terrain, une toiture, mettre à disposition une expertise,...
- Energie partagée peut accompagner une collectivité à communiquer sur un projet d'énergie durable, à faire le tour des acteurs du territoire.

Un guide à destination des collectivités a été mis en place qui explique l'implication possible des collectivités, les avantages à tirer du fait que les citoyens s'emparent de la transition énergétique, les retombées locales possibles :

<http://energie-partagee.org/les-collectivites-territoriales-parties-prenantes-des-projets-participatifs-et-citoyens-denergie-renouvelable/>

Energie partagée a développé un réseau avec des structures relais en régions (par exemple, en s'appuyant sur Enercoop). L'association dispose de salariés en régions PACA, Région Centre Val de Loire et Ile de France. Centraider par exemple s'est montré intéressé pour faire le lien entre énergie globale et locale.

3. Vers une campagne sur les ODD ciblée sur les collectivités territoriales ?

3.1. Retour sur l'accueil de l'exposition « Nés quelques part » à Lyon, et à Roubaix, *Invitées : Valérie De Rosa, Lyon métropole et Christine Zilinski, Hauts de France*

« L'exposition » **Nés quelque part** développée par Artsanima & AFD repose sur l'immersion du public dans 7 écosystèmes, amenés à *jouer un rôle* et d'expérimenter ce que sont les ODD. C'est une énorme structure qui arrive sur le territoire (min 400 m²). Il faut un lieu important !

A Lyon, la métropole a travaillé avec les services de la ville, du département (fusion entre métropole et département au 1er janvier 2016 et donc nouveaux métiers) et de la région.

L'innovation par rapport à Paris a été de créer « l'écosystème Rhone-Alpes ».

Pour ce faire, différents éléments ont été mis en place :

- **gouvernance** : la métropole est allée à voir chaque direction pour recenser ce qui était fait et qui rentrait dans les ODD. Mise en place d'un comité de pilotage interservices (métropole, région) : tous les textes ont été validés à ce niveau ; l'expo a ainsi été un formidable outil pour une meilleure connaissance transversale des politiques publiques – dont l'action internationale de la métropole. Et pour un portage politique plus large de cette transversalité. 6 axes ont été

identifiés pour mettre en évidence la politique de développement durable du territoire. C'est sur cette base que l'écosystème Rhône-Alpes a été conçu, installé à la sortie de l'exposition. Chacune de ces politiques a donné lieu à un panneau et à une animation spécifique : climat-énergie/ nature (ex : un puzzle sur les Parcs régionaux) / alimentation (une « roue » conçue avec l'ADEME) / eau et assainissement (le travail du Fonds de solidarité de la métropole) / propreté (mise en avant des « donneries »)/ éducation. Des « passeports citoyens ont été distribués. Pour que le public puisse parler de ses émotions à la sortie de l'exposition, des « tubes à graines » étaient installés.

- Différents acteurs du territoire ont été approchés (entreprises, université, agence de développement,...). Des associations de solidarité et de développement durable ont été sollicitées pour contribuer à l'animation de l'écosystème.

Coût pour l'accueil de l'expo à la charge de la Métropole : 60 000 € et 20 000 pour la Région (hors campagne de communication (p ex sur les panneaux JCDecaux).

Globalement, l'exposition a été une formidable occasion pour faire de l'éducation à la citoyenneté mondiale et parler des enjeux des ODD sans citer les concepts d'ECM ou d'ODD ! 9500 visiteurs accueillis, dont 3500 jeunes. La mise en place a demandé le travail d'une cadre pendant 6 mois quasiment à plein temps & 2 stagiaires.

Christine Zilinski, pour la Région Hauts de France a mis en avant la « grande aventure humaine » de l'exposition, une meilleure connaissance de l'AFD également et travail étroit avec la ville de Roubaix comme avec le réseau régional Liane coopération. L'exposition a été accueillie à Roubaix 700m². Il est important de choisir un lieu déjà doté une régie technique et artistique (et d'une billetterie). Coût estimé : 120 000 €.

Pour elle, accueillir l'exposition 6 semaines est un peu court : 8 serait idéal. En effet, pour que cela « démarre », c'est surtout le bouche à oreille qui fonctionne : il faut dans un premier temps privilégier les entrées pour les groupes scolaires, des entrées gratuites pour les fonctionnaires des collectivités...avant que ne vienne le grand public.

L'importance de bâtir son propre écosystème a été souligné afin de « faire atterrir » le public : en effet, l'expo ne prévoit pas d'écosystème en Europe/ dans un pays développé. A Roubaix, Liane Coopération avait conçu un guide et prévu un « temps de debrief » à la sortie.

Une question concerne la communication : les affiches actuelles « et si tu étais moi » sont-elles parlantes ?

Contacts : [Valérie De Rosa vderosa@grandlyon.com](mailto:Valerie.De.Rosa@grandlyon.com) et [Christine Zilinski christine.zilinski@hautsdefrance.fr](mailto:Christine.Zilinski@hautsdefrance.fr)

3.2. Que veut dire « localiser » les ODD pour nous ? Croiser des actions d'AICT avec des actions locales : identifier des enjeux communs ? Que font nos voisins européens ? Avec qui montrer une telle campagne ?

Astrid Frey excuse l'absence de Philippe Jahshan, membre du Conseil économique social et environnemental, également président de Coordination SUD, retenu pour raisons familiales.

Elle cite l'engagement des associations de collectivités flamandes et néerlandaises dans des campagnes sur les ODD à l'intention des collectivités. A chaque fois, la campagne présente les 3 rôles des collectivités en relation aux ODD :

- intégrer les ODD dans les politiques publiques – les ODD comme moyen de montrer la cohérence des politiques publiques ;
- la coopération internationale pour faire le lien entre les politiques locales et la politique de coopération internationale ;
- sensibiliser la population aux ODD.

C'est sur ce troisième aspect que le groupe ECM souhaite se pencher, sachant que les trois aspects ne sont pas toujours aisés à être dissociés.

Quant à CGLU, ils souhaitent que les collectivités fassent savoir ce qu'elles font pour réaliser les ODD et se situent davantage dans une logique de plaidoyer : suivre les rapports volontaires que les Etats doivent remettre, voire établir leurs propres rapports.

Idées & infos :

- Les documents comme les SRADDET peuvent être utilisés pour traduire les ODD dans les politiques publiques. De même, les rapports obligatoires pour les collectivités en matière de développement durable peuvent favoriser une transversalité entre politiques ;
- En Hauts de France, l'association le Partenariat a établi son propre « serious game » sur les ODD ; dans la suite de l'exposition Nés Quelque part, l'AFD souhaite également créer un serious game ;
- Multicolor lance une expérimentation « un ODD – un kakémono » à faire analyser par des classes de lycées.
- Astrid Frey informe du fait que le CESE souhaite lancer l'idée d'une « journée des ODD » ; d'autres projets pourraient voir le jour mais l'absence de Philippe Jahshan empêche d'aller plus loin ;
- L'importance de l'éducation nationale pour sensibiliser autour des ODD/ réseau Canopée.
- Comment classifier les ODD ? Quelles mesures d'impacts mettre en place ? qui le fera ? Il faut des moyens pour cela !
- Quelles statistiques et suivi indicateur ? L'INSEE doit publier le 24 mars un rapport sur les indicateurs que la France remplit dès à présent. Cependant, après discussion avec le commissariat général aux développements (Astrid Frey, 23 mars, soit après la réunion), l'idée serait plus que les territoires puissent engager une réflexion sur les enjeux que les ODD soulèvent pour eux : quel impact les politiques publiques peuvent-elles avoir sur les ODD ? Une fois les enjeux identifiés, il sera possible de rechercher des indicateurs ; sachant que les indicateurs nationaux ne sont pas toujours pertinents pour le niveau infra-national. En gros plutôt que décliner les ODD localement, il serait intéressant de se poser la question de comment mon territoire contribue aux ODD. De l'avis du CGDD, il ne faut pas se focaliser sur les indicateurs !

Après le lycée Hilaire de Chardonnet en Bourgogne et grâce au guide développé par Bourgogne coopération ainsi que le travail de diffusion effectué par Centraider, c'est un 2^e lycée général, en Région Centre Val de Loire, qui envisage de lancer une Seconde option Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale !

Centraider informe aussi du lancement d'un appel ECSI conjoint au département du Loiret et la direction départementale de la jeunesse et des sports, doté de 80 000 € avec pour aider les porteurs de projets Centraider.

Synthèse et conclusion

Astrid Frey annonce son départ de Cités Unies France. La reprise du dossier est en discussion en interne. Elle remercie les participants pour les échanges, animés et riches qui ont pu se tenir toutes ces années. Daniel Kamelgarn, mise à disposition par l'AFD auprès de CUF, indique qu'une étude prospective est en cours pour recenser les attentes des collectivités vis-à-vis de CUF et à terme, redessiner les priorités d'actions pour l'association.

La question des ODD comme celle de convaincre les élus continuera à occuper le groupe !

LISTE DES PARTICIPANTS

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Tamara	COSTES	Responsable des Relations Internationales	SAVIGNY LE TEMPLE	relations.internationales@savigny-letemple.fr
Madame	Valérie	DE ROSA	Chargée de mission	LYON METROPOLE	vderosa@grandlyon.com
Monsieur	Jean-Marc	DELAUNAY	Chargée de l'animation	FESTIVAL DES SOLIDARITÉS	jm.delaunay@lasemaine.org
Monsieur	Joakim	DUVAL	Assistant à l'animation nationale	ENERGIE PARTAGEE	joakim.duval@energie-partagee.org
Madame	Astrid	FREY	Chargée de mission	CITES UNIES FRANCE	a.frey@cites-unies-france.org
Monsieur	Daniel	KAMELGARN	Conseiller du directeur général	CITES UNIES FRANCE	d.kamelgarn@cites-unies-france.org
Madame	Virginie	MAQUIN	Responsable des Relations Internationales	FONTENAY SOUS BOIS	Virginie.MAQUIN@fontenay-sous-bois.fr
Madame	Deborah	MOREAU	Responsable des relations internationales	MALAKOFF	dmoreau@ville-malakoff.fr
Madame	Prisca-Diana	NGNINTENG	Responsable coopération décentralisée et solidarité internationale	TREMBLAY EN FRANCE	pd.ngninteng@tremblayenfrance.fr
Monsieur	Anthony	SIGONNEAU	Chargé de mission	CENTRAIDER	anthony.sigonneau@entraider.org
Madame	Jessica	SYLLA	Chargée de solidarité internationale	CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST	jessica.sylla@grandest.fr

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Christine	TRUJILLO	Chargée de mission aux relations internationales	SURESNES	c.trujillo@ville-suresnes.fr
Madame	Siloé	VINCENT	Chargée de projets à Via le Monde	DEPARTEMENT SEINE SAINT DENIS	sivincen@seinesaintdenis.fr
Madame	Christine	ZILINSKI	Chargée de mission	CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	christine.zilinski@hautsdefrance.fr

Excusés : CFSI-AlimenTERRE, Horizons solidaires, MultiCoolor, Ville de Montreuil, EDUCASOL, département Val de Marne ; région Bourgogne-Franche Comté ; Philippe Jahshan membre du CESE et président de Coordination SUD, Charles Fournier, président du groupe et vice-président à la Région Centre Val de Loire.